

Chambre des Représentants.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

SESSION DE 1892-1893.

XXXVIII

Note de M. GRAUX, sur le règlement des conditions à inscrire dans la loi électorale.

L'article de la Constitution relatif au droit de suffrage renvoie à la loi électorale la détermination des conditions auxquelles l'existence de ce droit est subordonné et le règlement des modes de preuve de ces conditions.

Il importe donc d'indiquer ce que la loi électorale devra contenir à cet égard.

Cette indication peut être sommaire; mais elle doit être précise; la voici :

La loi électorale fixera l'âge et la durée de la résidence requis pour devenir électeur.

L'électorat est soumis, en outre, par la loi, à deux conditions :

1^o Il faut savoir lire et écrire ;

2^o Il faut être en état de subvenir, au moyen de ses propres ressources, à sa subsistance et à celle de sa famille.

§ 1.

AVOIR LIRE ET ÉCRIRE.

Doivent être présumés savoir lire et écrire et, par conséquent, être dispensés de toute preuve à cet égard, tous les citoyens qui exercent ou qui ont exercé une fonction ou une profession exigeant la connaissance de la lecture et de l'écriture, et tous ceux qui ont obtenu des diplômes ou des certificats d'études supérieures, moyennes ou primaires impliquant cette connaissance.

La loi doit énumérer ces catégories de citoyens.

Ceux qui ne sont compris dans aucune d'elles seront admis à prouver directement qu'ils savent lire et écrire en rédigeant eux-mêmes, sans assis-

tance et sans modèle, leur demande d'inscription sur les listes électorales.

Aucune autre preuve ne sera admise.

La demande d'inscription sera écrite par eux en présence d'un officier public (le juge de paix ou l'un des notaires du canton, par exemple) assisté de deux témoins.

Il sera dressé acte de la rédaction de la demande dans les conditions légales et de son dépôt.

Tout fonctionnaire ou officier public qui, en recevant cet acte, aura commis un faux, sera, dans les cas prévus par les articles 194 et 195 du Code pénal, puni des peines établies par ces articles.

Les autres personnes qui auront commis un faux en rédigeant la demande d'inscription sur les listes électorales, ou qui auront fait usage d'un faux, seront punies des peines établies par les articles 196 et 197 du même Code.

La demande d'inscription sur les listes électorales devra contenir :

- 1° Les noms, profession et domicile du requérant ;
- 2° L'indication de son âge ;
- 3° La durée de sa résidence dans la commune où il est domicilié ;
- 4° L'objet de sa requête qui spécifiera le collège électoral dont il demande à faire partie ;

5° S'il ne tombe pas sous l'application de l'une des présomptions établies dans le premier alinéa du paragraphe II, la déclaration que pendant les deux dernières années il n'a pas reçu de secours d'une administration publique ou d'une association privée de bienfaisance ;

6° L'affirmation que la requête a été écrite de sa propre main, sans assistance et sans modèle.

La requête sera datée et signée par le requérant.

Celui-ci pourra, pour la rédiger, consulter le texte de la loi électorale qui sera placé sous ses yeux par l'officier public.

Il ne pourra s'aider d'aucun autre document.

Les demandes seront transmises aux autorités légales que la loi chargera de leur vérification.

Celle-ci sera entourée des garanties nécessaires pour lui assurer l'impartialité. Il sera établi un recours à l'occasion duquel le requérant pourra, dans certains cas, être appelé à écrire de nouveau sa demande en présence du juge supérieur.

§ II.

DE L'ÉTAT DE POURVOIR, AU MOYEN DE SES PROPRES RESSOURCES, AUX BESOINS DE SOI-MÊME ET DE SA FAMILLE.

Pour régler la preuve de cette seconde condition, comme pour la première, la loi devra indiquer d'abord toutes les catégories de citoyens qui, à raison de présomptions ou de signes caractérisant une certaine aisance sociale,

doivent être considérés comme vivant de leurs propres ressources. Ces présomptions peuvent résulter de la fonction, de la profession, de la propriété, de l'impôt, de la possession de ses bases, etc.

Les citoyens auxquels aucune de ces présomptions ne s'applique pourront être inscrits sur les listes électorales, s'ils déclarent par écrit que pendant les deux années qui ont précédé celle de la formation de ces listes, ils n'ont pas reçu de secours d'une institution publique ou d'une association privée de bienfaisance.

Les administrations communales qui seront chargées de la confection des listes électorales recevront ces déclarations.

Elles dresseront un état de toutes les personnes qui, en vertu des dispositions contenues soit dans le paragraphe I, soit dans le présent paragraphe, auront réclamé leur inscription sur les listes électorales en déclarant n'avoir pas reçu de secours.

Cet état sera transmis, en exemplaires séparés, aux administrations de bienfaisance et aux présidents ou chefs des associations privées qui distribuent des secours aux habitants de la commune.

Les administrations de bienfaisance et les présidents ou chefs et les secrétaires des associations privées, sous leur responsabilité personnelle, vérifieront les dits états.

S'ils contiennent les noms de personnes qui, ayant fait une fausse déclaration, y ont été indûment portées, ils les signaleront.

Dans le cas contraire, ils déclareront au pied de la liste qu'elle ne contient le nom d'aucune personne à laquelle des secours aient été fournis par l'établissement ou par l'association pendant les deux années qui ont précédé celle où la liste a été dressée.

Toute personne qui, ayant l'obligation légale de faire les déclarations indiquées ci-dessus, aura négligé de faire ces déclarations ou qui aura fait des déclarations inexactes sera punie, pour chaque contravention, des peines que la loi électorale déterminera.

La loi établira également des peines qui seront prononcées contre quiconque aura réclamé son inscription sur la liste électorale par une fausse déclaration dissimulant des secours reçus pendant le délai fixé par la loi.

Il va de soi que, de même qu'aujourd'hui, l'action populaire permettrait à tous les électeurs de contester les inscriptions.

Les secours attribués en cas d'accident ou de maladie, de même que ceux consistant à assurer le bénéfice de l'instruction gratuite ne formeraient pas obstacle à l'admission à l'électorat.



Kamer van Volksvertegenwoordigers.

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

ZITTIJD VAN 1892-1895.

XXXVIII

Nota van den heer GRAUX, op de regeling der in de kieswet te schrijven voorwaarden.

Het artikel der Grondwet dat op 't stemrecht betrekking heeft, kent aan de kieswet de bepaling toe der voorwaarden, waaraan het bestaan van dat recht verbonden is en de regeling der wijze om die voorwaarden te doen blijken. Het is dus noodig aan te duiden wat de kieswet te dien opzichte behelzen moet.

Die aanduiding mag beknopt zijn; maar zij moet nauwkeurig juist zijn; ziehier :

De kieswet zal den ouderdom bepalen en den duur van 't woonverblijf vereischt om kiezer te worden.

Het kiesrecht is bovendien door de wet aan twee voorwaarden onderworpen :

1° Men moet kunnen lezen en schrijven;

2° Men moet in staat zijn om, door eigene middelen, te voorzien in zijn onderhoud en dat van zijn gezin.

§ I.

KUNNEN LEZEN EN SCHRIJVEN.

Moeten verondersteld worden te kunnen lezen en schrijven en, bij gevolg, vrijgesteld worden van elk bewijs dienaangaande, al de burgers die vervullen of vervuld hebben een ambt of bediening waarbij de kennis van lezen en schrijven geëischt werd en al degenen die diplomas hebben verworven of getuigschriften van hogere, middelbare of lagere studiën, welke die kennis in zich sluiten.

De wet moet al die klassen van burgers opnoemen. Zij die in geene enkele daarvan begrepen zijn, zullen worden toegelaten rechtstreeks te bewijzen dat zij kunnen lezen en schrijven, door zelve, zonder hulp en zonder model, hunne aanvraag van inschrijving op de kiezerslijsten op te stellen. Geen enkel ander bewijs zal worden toegelaten.

De vraag om inschrijving zal door hen geschreven worden in tegenwoordigheid van een openbaar ambtenaar (bij voorbeeld den vrederechter of een der notarissen van het kanton), bijgestaan door twee getuigen.

Er zal akte worden opgemaakt van het opstel en de nederlegging der vraag in de wettelijke voorwaarden.

Elke beambte of openbaar ambtenaar welke bij de ontvangst dier akte eene valsheid zal hebben begaan, zal, in de gevallen voorzien bij artikelen 194 en 195 van het strafwetboek, gestraft worden met de straffen in die artikelen bepaald.

De andere personen die eene valsheid zullen hebben begaan bij het opstellen van de vraag om inschrijving op de kiezerslijsten of die van zulk eene valsheid gebruik zullen hebben gemaakt, zullen gestraft worden met de straffen bepaald door artikelen 196 en 197 van hetzelfde wetboek.

De aanvraag om inschrijving op de kiezerslijsten zal moeten behelzen :

- 1° De namen, 't beroep en de wettige woonplaats des aanvragers ;
- 2° De opgave van zijnen ouderdom ;
- 3° De duur van zijn verblijf in de gemeente waar hij zijn domicilie heeft ;
- 4° Het voorwerp van zijne aanvraag, met opgave van het kiescollegie waarvan hij deel wenscht uit te maken ;
- 5° Indien hij niet valt onder de toepassing van eene der vermoedens, in den eersten regel van paragraaf II vastgesteld, de verklaring dat hij gedurende de twee laatste jaren geen onderstand heeft genoten van een openbaar bestuur of een bijzonder genootschap van weldadigheid ;
- 6° De bevestiging dat het verzoek eigenhandig is geschreven zonder hulp en zonder model.

Het verzoekschrift zal gedateerd en onderteekend worden door den aanvrager.

Deze mag, om het op te stellen, den tekst raadplegen van de kieswet die hem door den openbaren ambtenaar zal worden voorgelegd.

Hij zal geen enkel ander stuk tot hulp mogen nemen.

De aanvragen zullen worden overgemaakt aan de wettige overheden, welke door de wet met het nazicht ervan zullen gelast zijn.

Dit nazicht zal omringd worden door de noodige waarborgen om er de onpartijdigheid van te verzekeren. Er zal een beroep worden ingesteld waarbij de aanvrager, in sommige gevallen, kan geroepen worden opnieuw zijne vraag te schrijven in tegenwoordigheid van den hoogereren rechter.

§ II.

VAN DEN STAAT OM, DOOR EIGEN MIDDELEN, TE VOORZIEN IN DE BEHOEFTE
VAN ZICH ZELVE EN VAN ZIJN GEZIN.

Ten einde het bewijs te regelen van deze tweede voorwaarde, evenals voor de eerste, zal de wet eerst moeten aanwijzen al de klassen van burgers die, uit hoofde van vermoedens of van kenteekens die een zekeren maatschappelijken welstand aanduiden, beschouwd moeten worden als door eigene middelen bestaande. Die vermoedens kunnen spruiten uit het ambt, het beroep, den eigendom, den eijns, het bezit van de grondslagen daarvan, enz.

De burgers, waarop geene dier vermoedens toepasselijk is, kunnen op de kiezerslijsten worden ingeschreven, wanneer zij schriftelijk verklaren dat, gedurende de twee jaren die aan het opmaken dier lijsten voorafgingen, zij geen onderstand genoten van een openbaar gesticht of bijzonder genootschap van weldadigheid.

De gemeentebesturen, die gelast zijn met het opmaken der kiezerslijsten, zullen deze verklaringen ontvangen. Zij zullen eenen staat opmaken van al de personen die, krachtens de bepalingen vervat, hetzij in paragraaf I, hetzij in deze paragraaf, hunne inschrijving hebben gevraagd op de kiezerslijsten, verklarende dat zij geen onderstand hebben genoten.

Die staat zal, in afzonderlijke exemplaren, worden overgemaakt aan de besturen van weldadigheid en aan de voorzitters of hoofden der bijzondere genootschappen die hulp uitreiken aan de inwoners der gemeenten.

De besturen van weldadigheid en de voorzitters of hoofden en de secretarissen der bijzondere genootschappen zullen van genoemde staten, onder hunne persoonlijke verantwoordelijkheid, de echtheid onderzoeken.

Indien zij de namen bevatten van personen, die, eene valsche verklaring gedaan hebbende, er ten onrechte op zijn gebracht, dan zullen zij die aanwijzen.

In het tegenovergestelde geval, zullen zij onderaan de lijst verklaren dat deze niet den naam bevat van een enkel persoon aan welken door het gesticht of het genootschap onderstand werd verleend, gedurende de twee jaren voorafgaande aan het jaar waarin de lijst werd opgemaakt.

Elke persoon die wettig verplicht was de hierboven aangeduide verklaringen te doen, en die verzuimd zal hebben ze te doen of ze onnauwkeurig zal hebben gedaan, zal, voor iedere overtreding, gestraft worden met de straffen welke de kieswet zal bepalen.

De wet zal ook straffen vaststellen die zullen worden uitgesproken tegen eenieder die zijne inschrijving op de kiezerslijst zal hebben gevraagd door eene valsche verklaring waarbij hij onderstand verheelde, door hem genoten in het tijdsverloop door de wet bepaald.

Het spreekt van zelf, dat, even als nu, de volksactie aan al de kiezers zou toelaten de inschrijvingen te betwisten.

De onderstand, verleend in geval van ongeluk of ziekte evenals de onderstand waarbij het genot van kosteloos onderwijs wordt verleend, zouden geen hinderpaal zijn voor de toelating tot het kiesrecht.

